

PRÉSENTATION

Rattrapés par l'histoire...

L'appel de textes auquel répond ce dossier a paru à l'automne 2011, alors que rien ne permettait d'anticiper la crise aiguë des institutions postsecondaires du Québec qui s'est déroulée de mars à août 2012. La question générale d'ouverture était celle de Fernand Dumont en 1995 : « Où est donc l'idéal de la démocratisation scolaire que le rapport Parent mettait au premier rang des objectifs de la réforme des années 1960 et qu'on proclame encore pour décrier le régime élitiste des anciens collèges classiques ? » Or les étudiants d'aujourd'hui ont précisément buté sur le déni de démocratie que représentait pour eux la hausse abrupte des frais de scolarité universitaire (soit 5 000 \$ CAN de plus en moyenne pour un diplôme de premier cycle) que le gouvernement libéral de Jean Charest venait d'appliquer. C'est donc sous l'angle de l'accès aux études universitaires qu'ils ont appelé à la résistance et paralysé les cours dans la majorité des collèges publics et des universités en rappelant qu'en 1960 le libéral Jean Lesage avait promis la gratuité à tous les niveaux du système d'éducation (« Gratuité scolaire totale – de la petite école à l'université inclusivement – », Publicité électorale du Parti libéral parue dans *Le Devoir*, le 7 juin 1960) et que cet objectif avait été repris dans le rapport Parent.

Sur l'ensemble des sous-questions de l'appel de textes, celles qui ont intéressé la moitié des vingt auteurs réunis ici sont les suivantes. Que transmet l'école ? A-t-elle perdu sa fonction d'enracinement dans les valeurs communes ? Les collègues et

universités seraient-ils devenus prisonniers d'une conception instrumentale et utilitaire des savoirs? Le modèle de l'entreprise doit-il continuer à dominer les réformes d'une université déjà segmentée et régie par les impératifs de la concurrence? Que reste-t-il de public dans le système scolaire public? Qu'advient-il de la mémoire collective et en particulier de l'enseignement de l'histoire, aujourd'hui confondu avec l'instruction civique? Le ministère québécois de l'Éducation a-t-il perdu de vue les finalités de l'école en formant les maîtres comme des spécialistes de la communication au détriment des savoirs dans la discipline enseignée?

L'autre moitié des auteurs a apporté de nouvelles explorations, revenant sur le rôle de l'école dans la culture reçue et dans la prospection de la modernité avancée en Occident, interrogeant aussi la place de l'individu, de l'art, de l'éthique et des nouvelles technologies en classe.

Au début, nous nous étions demandé s'il y avait réellement crise ou si nous avions affaire aux soubresauts périodiques d'une école qui doit constamment suivre le changement. S'agissait-il plutôt d'une insatisfaction généralisée des professeurs? Depuis l'institution, par Alcuin, des écoles cathédrales dans la renaissance carolingienne, le pouvoir et les maîtres ont toujours critiqué les programmes et/ou les livres. Les anciens élèves ne se montrent pas plus contents. On se souvient ici des jugements radicaux de Montaigne sur le Collège de Guyenne, «très florissant pour lors, et le meilleur de France», où il estime avoir perdu sept ans de sa vie, «... car, à treize ans que je sortis du collège, j'avoy achevé mon cours (qu'ils appellent), et à la vérité sans aucun fruit que je puisse à présent mettre en compte» (*Essais*, I.XXVI, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, 1962, p. 175). Descartes est plus sévère encore, parlant de son internat au Collège de La Flèche, «une des plus célèbres écoles de l'Europe» où il n'aurait fait qu'un apprentissage négatif: «... il me semblait n'avoir fait autre profit en tâchant de m'instruire, sinon que j'avais découvert de plus en plus mon ignorance» (*Discours de la méthode*, I, Paris, Bibliothèque de la Pléiade,

1953, p. 128). De ce point de vue, la crise de l'école est permanente, universelle et co-extensive à l'espace scolaire. Il est ici question d'autre chose.

En effet, les textes reçus d'horizons disciplinaires variés – dont les auteurs couvrent le spectre complet des générations d'enseignants dans les collèges et universités, depuis le docteur jusqu'au professeur émérite – nous ont démontré que, dans nos écoles, les faits sont troublants, que le cadre juridique et financier est inadéquat, que les inquiétudes sont profondes et que, chez certains auteurs, la colère s'exprime d'autant plus fortement qu'on pense défendre dans l'urgence un bien public en perte.

Nous avons annoncé que la politique des *Cahiers* était de recevoir divers tons, plus ou moins engagés, voire polémiques, plus ou moins personnels (comme le sont les témoignages) et de longueur variable, pourvu qu'on y voie à l'œuvre une pensée informée et indépendante. L'effet global est moins distancié et moins homogène que dans une revue savante, ce qui nous paraît convenir à une situation générale de crise dans l'école et hors de l'école, avec hélicoptères, gaz lacrymogènes, bombes fumigènes, attirails anti-émeute de tout poil, casseurs masqués, sirènes, arrestations, etc. Bref, rien de serein.

Pour fixer le cadre et les paramètres de la question scolaire, nous avons placé en liminaire le survol très précis et quasi exhaustif des données (statistiques) les plus récentes sur l'éducation (langues, budgets, cohortes, diplomation, élèves issus de l'immigration et des milieux autochtones, disparités hommes/femmes, etc.) rédigé par David D'Arissio.

Dans le champ de la critique interne de l'école, soit autour des programmes, des matières, des savoirs, des modes de transmission, de la formation des maîtres, on trouvera d'abord les auteurs qui parlent avec véhémence de la dimension esthétique (dont la littérature) sacrifiée comme luxe inutile : Hélène Cazes, Marcel Goulet et Marie-Andrée Lamontagne plaident pour le respect de l'espace de soi à soi, pour le plaisir et pour la liberté au sens des arts libéraux. Ces textes illustrent le paradoxe

voulant qu'il faille quitter la vie immédiate pour construire le sens de la vie, détour qui a tellement préoccupé Fernand Dumont. Jean-Claude Simard avance, à partir de Habermas et de Serres, la nécessité d'un apprivoisement des sciences de la nature qui deviendraient des sciences citoyennes. De son côté, Andrés Lema-Hincapié compare ses expériences d'enseignement des grands classiques en Colombie et aux États-Unis. Par ailleurs, sans complaisance ni nostalgie, le texte de Jean-Jacques Wunenburger examine la structure de l'enseignement passant par les nouvelles technologies numériques et énonce les conditions essentielles auxquelles cette pratique pourra contribuer à une formation substantielle. Enfin, Hélène Charron attaque le confort psychologisant des approches socioconstructivistes qui atomisent les individus et empêchent ainsi la reconnaissance des liens qui nous unissent.

Dans le champ de la critique externe qui concerne les rapports entre la formation scolaire et la cité – nation, culture, citoyenneté, civisme, emploi, pouvoirs, mobilité sociale, etc. –, se retrouvent les auteurs inquiets de la disparition de l'enseignement de l'histoire nationale ou de sa dilution dans un récit bonententiste castré de toute confrontation. Hélène Pelletier-Baillargeon (qui s'intéresse également à la formation des maîtres) et Julien Prud'homme font état des débats et commissions ayant quadrillé le territoire de l'histoire au Québec en vue de son enseignement; ils concluent à la catastrophe cognitive autant que citoyenne. Ils appellent à un changement radical de perspective et à une formation historique systématique. Le texte de Daniel Poitras revient aux sources dumontiennes pour montrer combien complexe y est la représentation du temps: pour devenir un vecteur d'action durable, le rapport au passé suppose la construction d'utopies qui projettent le sujet dans l'avenir et peuvent ainsi lui définir un présent riche et fécond. Guy Rocher est le seul à s'attaquer à la question de la laïcité de l'école, dont il fait l'histoire depuis les années 1950 en montrant que la laïcité qu'il prône est la condition de la convergence de tous les citoyens québécois d'aujourd'hui. Daniel Frandji exa-

mine les rapports de continuité et de rupture entre les anciennes et les « nouvelles politiques » d'éducation centrées sur l'objectif de la démocratisation ; il présente les limites d'un modèle clientéliste qui nuit justement à cet objectif. Quant à Kiyonobu Date, il expose avec précision les ratés d'une impossible formation éthique et civique dans les écoles du Japon depuis la fin de la guerre 1941-1945, quand le vainqueur exigea que le caractère divin de l'empereur fût biffé de la nouvelle constitution, privant ainsi les individus-sujets-citoyens d'une référence commune et transcendante. Il n'a pas encore été possible de créer une équation civique différente de celle-là. Enfin, on trouve dans le texte d'Alain Kerlan une première opposition entre la lecture *pédagogue* et la lecture républicaine de la crise de l'institution scolaire. S'y superpose une seconde opposition entre la lecture de Hannah Arendt et celle de Dumont sur l'école dans la culture ; ce texte foisonnant montre le relief de la pensée de Dumont sur cette vaste question de l'école dans la modernité.

Une troisième et dernière série de textes insiste sur l'instrumentalisation structurelle et irréversible de l'université, asservie depuis longtemps aux employeurs, aux entreprises, aux idéologies managériales et subventionnaires, c'est-à-dire faisant profession de répondre aux commandes de l'extérieur. Ici, on critique le libéralisme économique imposé pendant les années Thatcher/Reagan, que même les gouvernements sociaux-démocrates ou même socialistes n'ont pas pu ou su modifier. C'est le phénomène qu'on résume généralement par le terme d'*instrumentalisation*. Comme le montre Marc Chevrier, cette mutation de l'université néolibérale en *multiversité* (telle que décrite et appelée par Clark Kerr en 1960) est accomplie. L'inventaire des sources est présenté d'une façon sobre et sèche, d'autant plus terrifiante que nous y reconnaissons nos propres universités. Le court texte de Jacques-Yvan Morin, d'abord paru dans *Le Devoir*, appuie les étudiants au jour de la première manifestation monstre (22 mars 2012 : près de 200 000 personnes) dans les rues de Montréal et d'ailleurs au Québec contre la

hausse des droits de scolarité. Venant d'un ancien ministre de l'Éducation sollicité par les fédérations étudiantes, il apporta alors une légitimité certaine aux « boycotts » ou à la « grève » des cours. Deux textes examinent la dimension de la subjectivité individuelle comme assise de libertés spécifiques : celui de Frédéric Parent, qui soutient que la montée de l'individualisme renvoie à des conditions sociales particulières et qu'on aurait tort de toujours le réduire à un déficit de sens collectif ; celui d'Émile Robichaud, qui aborde la question de la liberté éthique et de la solide formation aux responsabilités qu'elle implique, largement absente aujourd'hui. Deux textes pessimistes viennent enfin s'ajouter à ce thème de l'instrumentalisation. Le tandem Carol Collier et Rachel Haliburton examine le cas de l'enseignement de la philosophie. Ces dernières soutiennent que les universités encouragent les cours d'éthique appliquée et tout ce qui donne une fonction utile à cette discipline, une légitimité comptable et des emplois à la fin du cours. Or, démontrent-elles, la philosophie ne peut s'accommoder de cette réduction sans s'effondrer, ce qu'on observe précisément aujourd'hui. Donc, nous sommes devant l'extinction des recherches libres, gratuites et critiques. Déjà les étudiants y sont étrangers, comme presque tous les Athéniens devant les propos de Socrate. Pour finir, un brûlot : le texte de Paul Sabourin sur la « financiarisation » des universités. Il y détaille trois dimensions de cette « financiarisation » : la rhétorique du sous-financement, la tentative d'inculcation de la soumission à la rationalité instrumentale par l'endettement, la qualification des savoirs universitaires par la quantification (la bibliométrie, par exemple). À son avis, la vision gestionnaire des universités est en train de détruire la vie intellectuelle des communautés universitaires. Par là, il rejoint plusieurs autres auteurs qui dénoncent l'instrumentalisation de l'université.

Au moment même où chacun rédigeait son article pour cette revue, plusieurs scandales ou écarts financiers dans les administrations universitaires se révélaient ou remontaient à la surface, comme les congédiements (avec primes de luxe) de plusieurs

cadres supérieurs à l'Université Concordia, la reconsidération des programmes de maîtrise en administration de 30 000 \$ CAN pour le secteur privé des maisons d'affaires, dans le cadre de l'Université McGill et de l'École des hautes études commerciales, les embauchées immobilières de l'UQÀM (Université du Québec à Montréal) épongées par des fonds publics, etc.

La rue se remplissait de gens venus soutenir les étudiants : syndicalistes, parents, futurs parents et grands-parents d'étudiants, professeurs, députés, journalistes, gens de gauche et autres citoyens déplorant que le gouvernement libéral de Jean Charest refuse d'entendre les étudiants et qu'il fasse voter le projet de loi 78 limitant les manifestations, la liberté d'expression et les occupations de locaux scolaires. Nous avons pu voir de multiples confrontations avec les corps policiers qui de leur côté, apprenaient à manœuvrer et à gérer l'illégalité nouvelle des manifestations... Somme toute, il y eut beaucoup de bruit et peu de mal irréparable. Les étudiants, surpris d'être aussi largement soutenus, réapprenaient les solidarités concrètes dans la rue bruyante et joyeuse des grandes manifestations des 22 avril, 22 mai, 22 juin et 22 juillet. Ils découvraient le pouvoir du bulletin de vote par où les citoyens du Québec mirent ensemble fin, de justesse, à cette crise étudiante aiguë le 4 septembre. Notre dossier des *Cahiers* était rattrapé par l'histoire. La crise décelée par les intellectuels était devenue l'affaire de tous. Or la face visible et audible de cette crise a opéré comme l'éruption d'un volcan qui demeure dangereux. Nous pensons que les chemins d'analyse proposés ici prennent toute leur signification puisque l'école rouverte n'a pas trouvé les voies de l'imaginaire culturel et social qui la rendrait plus pertinente.

DANIÈLE LETOCHA et FRÉDÉRIC PARENT

5 septembre 2012